



SOS

DES ENGAGEMENTS, PAS DES ABONNÉS ABSENTS

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'EAU DE MARS 2023 : EMMANUEL MACRON DOIT ÊTRE AU RENDEZ-VOUS!

Pour la première fois depuis 46 ans, les États vont se réunir pour discuter des enjeux d'accès à l'eau et de préservation de la ressource aux Nations Unies **du 22 au 24 mars 2023**. Le Secours Islamique France (SIF), Action contre la Faim (ACF) et la Coalition Eau appellent Emmanuel Macron à **participer à cette conférence internationale et à soutenir l'organisation de réunions régulières entre États sur l'eau**. Avec la récurrence d'inondations et des épisodes de sécheresses de plus en plus marqués, y compris en France, l'accès à l'eau et la gestion de la ressource doivent être une préoccupation constante du gouvernement et de la communauté internationale. **Une rencontre des Nations Unies tous les 46 ans n'est pas suffisante pour répondre à la crise de l'eau.**

L'EAU SOUS ÉTAT D'URGENCE

L'eau est l'enjeu majeur du 21^{ème} siècle. Alors que l'accès à l'eau et à l'assainissement sont des droits humains reconnus par les Nations Unies, aujourd'hui encore, **2,2 milliards de personnes dans le monde ne disposent pas d'un accès à l'eau potable et 3,6 milliards sont privées de toilettes**¹. La France est aussi concernée : sur son territoire hexagonal, environ 400 000 personnes ne sont pas raccordées à un réseau de distribution d'eau potable et d'assainissement, parce qu'elles vivent dans la rue ou dans des habitats informels et de fortune. Dans les territoires d'Outre-Mer, la situation est encore plus alarmante, avec des taux de raccordement très faibles et des coupures d'eau fréquentes.

Partout dans le monde, les premières victimes du manque d'accès sont les femmes et les filles : dans les trois quart des foyers des pays en développement, elles sont responsables de la collecte de l'eau². Lorsque l'accès à la ressource est difficile et non sécurisé, cette tâche s'avère dangereuse, longue et physiquement éprouvante. Le manque d'accès a également **des conséquences sanitaires dramatiques**. Chaque année, plus de 829 000 personnes meurent de diarrhée à cause de l'insalubrité de l'eau potable et du manque d'assainissement et d'hygiène. **C'est la deuxième cause de mortalité des enfants de moins de 5 ans**³.

Aux nombreuses pressions exercées sur nos ressources en eau (pollution, surexploitation, agriculture intensive, gaspillage, accaparement...) s'ajoute **le dérèglement climatique**, avec la multiplication des événements extrêmes liés à l'eau. Rien qu'en 2022, **les inondations au Pakistan** ont fait plus de 1 700 morts dont plus de 500 enfants⁴ et **les sécheresses consécutives dans la Corne de l'Afrique** ont placé près de 21 millions de

personnes en situation d'insécurité alimentaire élevée. Parmi elles, 3,4 millions de personnes sont en situation d'urgence au Kenya et en Somalie⁵. En France, l'année **2022 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée** par Météo France : 48 départements ont subi des restrictions sur l'usage de l'eau⁶, mettant directement en danger les productions agricoles. Les conflits autour de l'accès à la ressource sont de plus en plus fréquents, que ce soit des conflits localisés, comme en France autour de projets de « méga-bassines », ou des tensions entre États comme entre l'Égypte et l'Éthiopie autour du Nil.

Dans plusieurs pays, **des marchés financiers de l'eau ont même été créés**, ouvrant la voie à la spéculation sur les prix de l'eau, favorisant les acteurs économiques les plus puissants, au détriment du droit humain à l'eau potable, de l'accès à l'eau des paysans et des besoins des écosystèmes. Partout dans le monde, des militants des droits humains et de l'environnement défendent l'accès à la ressource en eau, **malgré les menaces et les restrictions qui pèsent sur l'espace civique**.

La crise climatique et le manque de réponse adaptée creusent les inégalités d'accès à l'eau et à l'assainissement, accès pourtant indispensable à la réalisation de tous les droits humains, au développement socio-économique et à la réduction des risques de conflits. Les projections sont alarmantes :

⚠ Sans changement radical au niveau international, les Nations Unies estiment qu'en 2050, la moitié de la population mondiale vivra dans des conditions de stress hydrique (UN-Water 2020).

⚠ 25 % de la population mondiale connaît déjà un stress hydrique extrême (Banque mondiale, 2021).

NOTRE MAISON COULE ET LES ÉTATS REGARDENT AILLEURS

Malgré **la reconnaissance des droits humains à l'eau et à l'assainissement** aux Nations Unies en 2010 et l'adoption de **l'Objectif de Développement Durable n°6 (ODD6)** visant à atteindre une gestion durable de l'eau et l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici 2030, **les progrès sont trop lents**. D'après UN-Water, il est nécessaire de **quadrupler les efforts actuels** à l'échelle globale pour atteindre l'ODD 6 d'ici 2030⁷.

À ce jour, les conditions ne sont pas réunies pour permettre cette accélération. Le manque de gouvernance du secteur freine le rythme des progrès. Contrairement à d'autres secteurs,

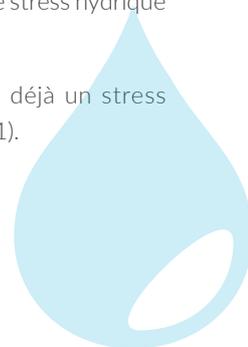
la gestion de l'eau ne fait l'objet d'aucune politique internationale « contraignante ». En dehors de deux conventions sur les eaux transfrontalières qui ne sont pas assez largement ratifiées et de quelques accords bilatéraux entre États, aucun traité international ne concerne les enjeux de l'eau. **Il n'y a pas non plus d'agence dédiée** au niveau des Nations à l'image du Fond Vert Climat ou des fonds verticaux pour la santé. **Il n'existe pas de comité ou d'espace intergouvernemental sur l'eau** permettant des réunions régulières entre États alors que cela a été mis en place dans d'autres secteurs, comme l'Assemblée mondiale de la Santé ou les COP climat, par exemple.

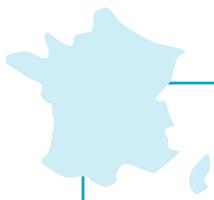
¹ OMS/UNICEF 2021 • ² Wateraid, WashMatters : Égalité hommes femmes et accès à l'eau et à l'assainissement • ³ OMS 2021 • ⁴ UNICEF 2022

⁵ ONU Info : <https://news.un.org/fr/story/2022/11/1129557>

⁶ Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires : <https://www.ecologie.gouv.fr/secheresse-economiser-leau>

⁷ OMS/UNICEF 2021





La France s'est engagée au niveau national et international à accroître l'accès à l'eau et à l'assainissement et mieux gérer la ressource.

- La France a reconnu les droits humains à l'eau et à l'assainissement en 2010 à l'Assemblée générale des Nations Unies.
- Elle s'est engagée avec l'Agenda 2030 à garantir un accès universel à l'eau et sa gestion durable d'ici 2030.
- Elle promeut une gestion intégrée des ressources en eau comme outil de bonne gouvernance, notamment à travers les conventions d'Helsinki (1992) et de New-York (1997).
- La loi du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales fait de l'eau un secteur d'intervention prioritaire de l'aide au développement et humanitaire de la France.
- La stratégie internationale de la France sur l'eau et l'assainissement (2020-2030) a identifié l'amélioration de la gouvernance du secteur de l'eau comme axe d'action prioritaire.
- Le gouvernement a lancé le premier chantier de planification écologique consacré à la gestion de l'eau.

NOS DEMANDES À EMMANUEL MACRON

La Conférence des Nations Unies sur l'eau, organisée à New York les **22, 23 et 24 mars 2023**, est **le premier rendez-vous intergouvernemental sur l'eau depuis 46 ans**. Même si aucun accord politique ne sera négocié, c'est l'occasion unique d'agir pour renforcer la gouvernance du secteur et pour remobiliser les États. **Pour faire face aux enjeux de l'eau, un engagement international fort est essentiel.**

Le Secours Islamique France, Action contre la Faim et la Coalition Eau appellent Emmanuel Macron à se rendre à la Conférence des Nations Unies sur l'eau pour :

- **Réaffirmer les engagements de la France** en faveur de l'accès universel à l'eau et l'assainissement et en faveur de la préservation et du partage de la ressource.
- **Incarner un leadership politique** dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.
- **Impulser une mobilisation** de la communauté internationale sur la gouvernance mondiale de l'eau.

Le Secours Islamique France, Action contre la Faim et la Coalition Eau recommandent au gouvernement de prendre des engagements ambitieux dans sa déclaration politique pour la Conférence des Nations Unies et dans le cadre du « Water Action Agenda ». La France doit s'engager à :

- **Cœuvrer pour l'obtention d'une Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2023** établissant des réunions intergouvernementales régulières sur l'eau et l'assainissement.
- **Défendre le fait que l'Envoyé-e Spécial-e des Nations Unies sur l'eau, dont la nomination a été encouragée par la France, dispose d'un mandat politique pour piloter la réflexion des Nations Unies sur la gouvernance**

internationale de l'eau et soit chargé-e du suivi des engagements volontaires pris par les États dans le *Water Action Agenda*.

- **Intégrer un segment « eau douce » à la Conférence des Nations Unies sur les océans** que la France s'est engagée à accueillir, avec le Costa Rica, en 2025.
- **Organiser un One Planet Summit sur l'eau en France** comme l'a annoncé le Président de la République lors de son discours aux ambassadrices et aux ambassadeurs en septembre 2022.
- **Allouer les ressources humaines et financières suffisantes** pour la mise en œuvre de la loi du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales, qui fait de l'eau l'un des secteurs prioritaires d'intervention, et pour la mise en œuvre de la stratégie internationale de la France pour l'eau et l'assainissement. Les ministères compétents sur les enjeux de l'eau à l'international doivent voir leurs effectifs renforcés (MEAE, MTECS, MSP⁸).
- **Nommer, en France, un-e ambassadeur-riche thématique sur l'eau.** Rattaché-e au Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères et au Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires, l'ambassadeur-riche aura un rôle de coordination interministérielle, pourra porter à haut niveau les priorités françaises à l'international et être l'interlocuteur-riche privilégié-e de l'Envoyé-e Spécial-e des Nations Unies sur l'eau.
- **Atteindre l'ODD 6 sur le territoire national** en prenant des mesures pour la mise en œuvre effective des droits humains à l'eau et à l'assainissement, notamment en faveur des territoires d'Outre-Mer, et pour la bonne gestion et la préservation des ressources en eau.

⁸ Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires, Ministère de la Santé et de la Prévention



Fondé en 1991, le Secours Islamique France (SIF) est une organisation non gouvernementale (ONG) de solidarité internationale à vocation sociale et humanitaire agissant dans les domaines de l'assistance humanitaire et de l'aide au développement, en France et dans le monde. Nos actions sont destinées à soutenir toute personne dans le besoin, sans prosélytisme ni distinction de genre, de religion, de culture.

<https://www.secours-islamique.org>

Laura Le Floch

Chargée de Plaidoyer SIF
lefloch@secours-islamique.org



Créée en 1979, Action contre la Faim est une organisation non gouvernementale internationale qui lutte contre la faim dans le monde. Sa mission est de sauver des vies en éliminant la faim par la prévention, la détection et le traitement de la sous-nutrition, en particulier pendant et après les situations d'urgence liées aux conflits et aux catastrophes naturelles. En 2021, Action contre la Faim est venue en aide à plus de 26 millions de personnes dans 51 pays à travers le monde.

<https://www.actioncontrelafaim.org>

Dr Jean Lapegue

Responsable du département EAH
Action contre la Faim
jlapegue@actioncontrelafaim.org



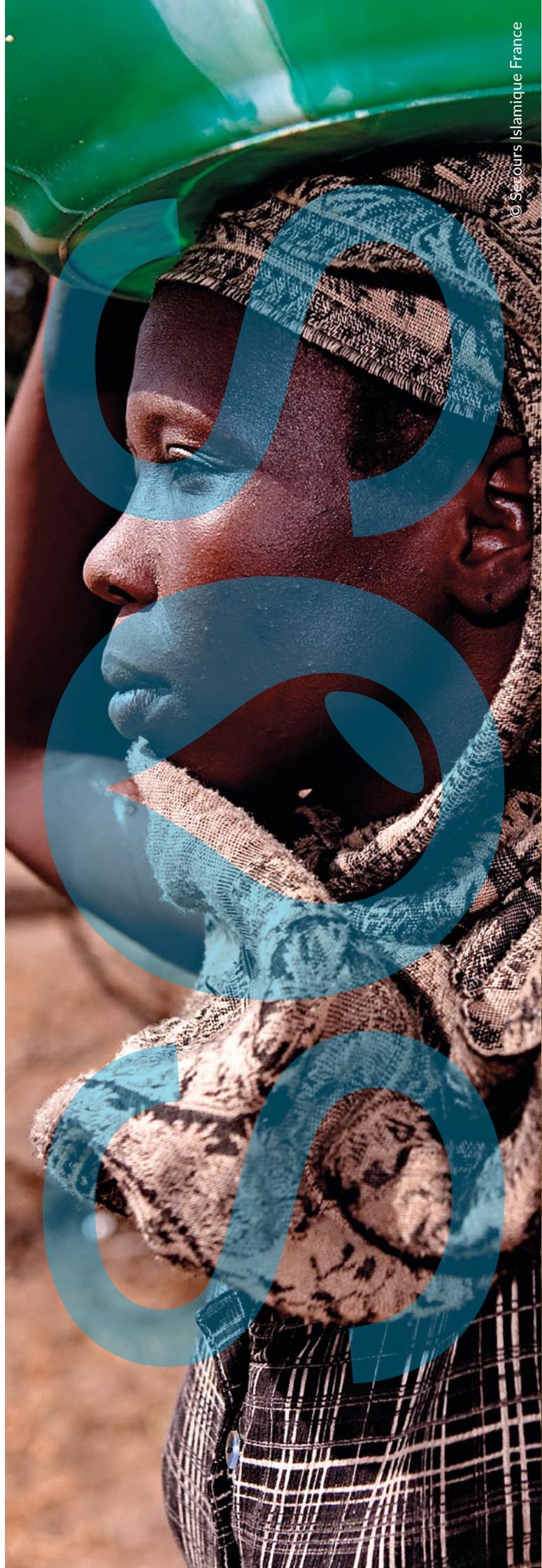
La Coalition Eau est le collectif des ONG françaises engagées pour les droits humains à l'eau et à l'assainissement et pour l'eau bien commun.

<https://www.coalition-eau.org/>

Sandra Métayer

Coordinatrice de la Coalition Eau
sandra.metayer@coalition-eau.org

Retrouvez la campagne sur les réseaux sociaux #sEAUs



© Secours Islamique France